

**2009**

**Mitec Telecom Inc.**

**Rapport du Troisième Trimestre**

**Pour la période de neuf mois terminée le 31 janvier 2009**



## Rapport de gestion

Mitec Telecom Inc. (« Mitec » ou la « Société ») est un chef de file dans la conception et la fourniture de produits de radiofréquences (« RF ») destinés aux secteurs des télécommunications et des communications par satellite et à divers autres secteurs. La société sert une clientèle internationale composée de fournisseurs de réseaux qui intègrent ses produits à des réseaux sans fil à haut rendement utilisés pour la transmission de la voix et des communications de données/Internet. Établie à Montréal, au Canada, la Société exploite également des installations en Californie et en Chine. Mitec Telecom Inc. est inscrite à la Bourse de Toronto sous le symbole MTM.

Le présent rapport de gestion décrit du point de vue de la direction de Mitec, les résultats que la Société a obtenus au cours des période de trois mois et neuf mois terminées le 31 janvier 2009 (troisième trimestre de l'exercice 2009). Ce rapport de gestion comprend un examen de la situation financière de Mitec et une analyse des activités de chacun des secteurs d'exploitation de Mitec pour la période de trois mois terminée le 31 janvier 2009 en comparaison avec la période de trois mois terminée le 31 janvier 2008 (troisième trimestre de l'exercice 2008).

Ce rapport de gestion complète les états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice terminé le 31 janvier 2009 sans en faire partie. Il vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances, les risques et les incertitudes revêtant une certaine importance, liés aux résultats d'exploitation de chaque secteur d'activité et il doit être lu avec les états financiers consolidés vérifiés en date du 30 avril 2008. Les états financiers de Mitec ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Tous les montants indiqués dans le présent rapport de gestion sont en dollars canadiens, à moins d'indication contraire, et tiennent compte de l'information disponible jusqu'au 26 février 2009. Des informations supplémentaires sur la Société sont disponibles sur le site Internet de SEDAR : [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

## ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent document contient des énoncés prospectifs qui reflètent les attentes actuelles de la Société liées aux événements futurs. Dans la mesure où des déclarations contenues dans ce document contiennent de l'information qui n'est pas de nature historique, ces déclarations sont essentiellement prospectives et souvent identifiées par des mots comme « anticiper », « prévoir », « estimer », « évaluer », « projeter », « planifier » et « croire ». Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant Mitec, notamment l'évaluation par la direction des plans et des activités d'exploitation futurs, certains énoncés compris dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs et sont assujettis à des risques, à des incertitudes et à d'autres facteurs importants qui peuvent amener les résultats d'exploitation réels de la Société à différer de manière importante des résultats exprimés ou envisagés selon ces énoncés. Ces facteurs englobent, sans toutefois s'y limiter, l'incertitude liée à la continuité de l'exploitation, l'incidence de la conjoncture économique générale, la situation dans le secteur, y compris les modifications apportées aux lois et aux règlements, l'intensification de la concurrence, la pénurie de personnel ou de gestionnaires compétents, les fluctuations du prix des marchandises, les taux de change ou les taux d'intérêt, la volatilité des marchés boursiers et les répercussions des conventions comptables promulguées par les autorités de normalisation canadiennes. Certains de ces facteurs sont analysés plus en détail sous la rubrique « Risques et incertitudes » de ce rapport et sous la rubrique « Facteurs de risques » de notre notice annuelle datée du 24 juillet 2008.

Bien que la Société croit que les attentes exprimées dans les énoncés prospectifs sont fondées sur les renseignements disponibles à la date où ils ont été formulés, rien ne peut garantir que ces attentes se révéleront exactes. Le lecteur ne doit pas se fier indûment aux énoncés

prospectifs. La Société n'est pas dans l'obligation de mettre à jour ces énoncés prospectifs à moins d'y être tenue selon les lois sur les valeurs mobilières applicables. Tous les énoncés prospectifs ultérieurs, qu'ils soient exprimés verbalement ou par écrit par la Société ou quiconque agissant pour son compte, doivent être considérés expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées.

## **APPROBATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES**

Avant leur publication, les états financiers consolidés intermédiaires de Mitec et ce rapport de gestion, selon la recommandation du comité de vérification, ont été approuvés par le conseil d'administration.

## **PROFIL**

Mitec Telecom Inc. a été constituée en 1972. Ses activités, qui consistent en la conception et la fabrication de produits de télécommunications, se répartissent en deux principaux secteurs d'activité : les télécommunications sans fil (« Télécommunications ») et les communications par satellite et terrestres (« Communications par satellite »).

Le secteur Télécommunications comporte la conception, la fabrication et la vente de sous-systèmes de conditionnement et d'amplification de RF de pointe pour les stations de base sans-fil et cellulaires. Ces composantes sont distribuées partout dans le monde et sont intégrées à des infrastructures de communication sans fil à haut débit qui permettent la transmission de la voix, des communications Internet/données et finalement, les communications multimédias.

Le secteur Communications par satellite dégage des produits d'exploitation de la conception, de la fabrication et de la vente de composantes et de sous-systèmes RF destinés aux stations terrestres de relais par satellite que les fournisseurs de services de diffusion télévisuelle directe par satellite intègrent à leurs réseaux de micro stations terriennes utilisant les terminaux à très petite ouverture d'antenne (« TTPO »). Le secteur génère aussi des produits des applications des amplificateurs de puissance pour les communications commerciales et militaires ainsi que les systèmes radar.

Le siège social de Mitec est situé à Montréal, Québec (Canada) et la Société possède d'autres exploitations à Suzhou (Chine) et Poway, Californie (États Unis). Au 31 janvier 2009, la Société comptait 306 employés à l'échelle mondiale.

## **FAITS SAILLANTS**

Le 17 février 2009, la Société a annoncé qu'elle a reçu sa première commande pour un réseau d'essai de l'une des plus importantes entreprises de télécommunications du Canada. La commande est pour une solution de couverture qui s'est avérée efficace pour améliorer les performances des réseaux colocalisés de services sans fil. Il s'agissait de la première commande pour ce produit auprès d'une entreprise de télécommunications.

Le 7 janvier 2009, la Société a annoncé qu'elle a conclu son premier contrat d'achat de composantes d'accès sans fil fixe avec un nouveau client et important fournisseur de services de télécommunications. Il s'agissait du premier d'une série de contrats que la Société prévoit conclure avec ce client à long terme.

Le 13 novembre, la Société a annoncé qu'elle avait été choisie à titre de fournisseur pour sa gamme de produits sans fil par l'un des géants mondiaux en télécommunications. Cette

entente a également le potentiel d'atteindre un niveau de revenus égal à celui que la Société a connu jusqu'à maintenant dans le secteur sans-fil pour les prochaines années

## PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Le tableau suivant, obtenu à partir des états financiers trimestriels non vérifiés de la Société, présente les principales informations financières pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées les 31 janvier 2009 et 2008:

	<b>T3</b> <b>exercice</b> <b>2009</b>	T3 exercice 2008	<b>Cumul</b> <b>exercice</b> <b>2009</b>	Cumul exercice 2008
<i>(en milliers de dollars, sauf les données par action)</i>				
	<b>\$</b>	\$	<b>\$</b>	\$
Chiffre d'affaires	<b>7 922</b>	9 829	<b>33 421</b>	25 410
Bénéfice brut	<b>1 897</b>	1 959	<b>7 429</b>	5 719
Frais de recherche et de développement	<b>1 039</b>	1 041	<b>3 188</b>	3 177
Frais de vente et d'administration	<b>1 430</b>	1 563	<b>4 678</b>	4 652
Perte nette pour la période	<b>(361)</b>	(1 351)	<b>(1 500)</b>	(4 670)
Perte nette par action – de base et diluée	<b>(0,00)</b>	(0,01)	<b>(0,01)</b>	(0,02)
Total de l'actif			<b>36 244</b>	40 602
Dette à long terme			<b>1 116</b>	1 464
Trésorerie, équivalents de trésorerie et placements à court terme			<b>4 040</b>	5 164

## RÉSULTATS DU TROISIÈME TRIMESTRE

### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé pour le troisième trimestre de l'exercice 2009 a atteint 7,9 millions \$, reflétant une diminution de 19 % en regard de la même période il y a un an. La diminution du chiffre d'affaires de la Société est attribuable aux dépenses inférieures en immobilisations de la part de notre clientèle dans les secteurs de Télécommunications sans fil et Communications par satellite. Les livraisons du secteur Télécommunications ont diminué de 1,3 millions \$, ou de 29 %, pendant le troisième trimestre, comparativement à la même période l'année précédente. Ceci est principalement dû à une plus faible demande de la part de nos clients du secteur Télécommunications sans fil mondialement. Le secteur Communications par satellite, qui a dégagé 61 % du total du chiffre d'affaires, a aussi connu une diminution de 0,6 million \$, ou 12 %, comparativement au troisième trimestre de l'exercice 2008. Les délais des déploiements de réseaux ainsi que la situation économique qui règne présentement Amérique du nord et en Europe ont eu un impact négatif sur le chiffre d'affaires du secteur des Communications par satellite.

<b>Chiffre d'affaires</b> <i>(en milliers de dollars)</i>	2009				2008			
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Télécommunications</b>	<b>3 101</b>	4 073	10 394	5 360	4 362	2 189	2 973	2 015
<i>% du total du chiffre d'affaires</i>	<b>39,1 %</b>	38,5 %	69,6 %	49,8 %	44,4 %	27,4 %	39,1 %	26,0 %
<b>Communications par satellite</b>	<b>4 821</b>	6 495	4 537	5 406	5 467	5 789	4 630	5 742
<i>% du total du chiffre d'affaires</i>	<b>60,9 %</b>	61,5 %	30,4 %	50,2 %	55,6 %	72,6 %	60,9 %	74,0 %

Pour la période de neuf mois terminée le 31 janvier 2009, le chiffre d'affaires consolidé s'élevait à 33,4 millions \$, une hausse significative de 32 % en regard du chiffre d'affaires de 25,4 millions \$ pour la même période de l'année précédente. Cette augmentation provient principalement du secteur Télécommunications qui a connu une croissance importante de la demande pour les produits RF ainsi que pour les amplificateurs de puissance afin d'assurer la couverture sans fil dans la ville, et les environs, de Beijing reliée à la présentation des jeux olympiques d'été de 2008. Une hausse de la demande dans le secteur Communications par satellite suivant le lancement de nouveaux produits ainsi qu'une meilleure pénétration des produits de Keragis ont aussi contribué à la hausse du chiffre d'affaires.

### **Bénéfice brut**

Le bénéfice brut pour le troisième trimestre de l'exercice 2009 a diminué de 0,1 million \$ passant de 2,0 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice 2008 à 1,9 million \$. Pour la période de neuf mois terminée le 31 janvier 2009, le bénéfice brut a été 7,4 millions \$, ou 22 % du chiffre d'affaires, comparé à 5,8 \$ millions, ou 22,5 % du chiffre d'affaires, enregistré au cours de la même période l'année précédente.

La marge brute du secteur Télécommunications a connu une diminution de 0,5 million \$ passant d'une marge de 0,9 million \$ pour la même période l'année dernière à un peu moins de 0,4 million \$ pour la présente période. Ceci est le résultat d'un niveau diminué du chiffre d'affaires pour les clients de l'équipement de conditionnement RF. Pour la période de neuf mois, le bénéfice brut de la Société pour le secteur Télécommunications a été de 17 %, ou 3,0 millions \$, soit une amélioration de plus de 1,1 millions \$ lorsque comparé à la même période l'année précédente.

Le bénéfice brut du secteur Communications par satellite a connu une augmentation de 0,4 million \$, passant de 1,1 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice 2008 à 1,5 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice 2009. Le bénéfice brut a augmenté de 20 % à 31 % au troisième trimestre en raison principalement des économies réalisées reliées à la diminution des coûts d'installation combinés avec une hausse du niveau de productivité des usines de fabrication. Pour la période de neuf mois, le bénéfice brut a augmenté légèrement à 4,4 millions \$, ou 28 % du chiffre d'affaires du secteur Communications par satellite, comparé à 3,8 millions \$ ou 24 % enregistré au cours de la même période l'année précédente.

<b>Bénéfice brut</b> <i>(en milliers de dollars)</i>	<b>2009</b>				<b>2008</b>			
	<b>T3</b>	<b>T2</b>	<b>T1</b>	<b>T4</b>	<b>T3</b>	<b>T2</b>	<b>T1</b>	<b>T4</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>
<b>Télécommunications</b>	<b>382</b>	<b>571</b>	<b>2 087</b>	<b>903</b>	<b>867</b>	<b>345</b>	<b>737</b>	<b>543</b>
<i>% du chiffre d'affaires de ce secteur</i>	<b>12,3 %</b>	<b>14,0 %</b>	<b>20,1 %</b>	<b>16,8 %</b>	<b>19,9 %</b>	<b>15,8 %</b>	<b>24,8 %</b>	<b>26,9 %</b>
<b>Communications par satellite</b>	<b>1 515</b>	<b>1 795</b>	<b>1 081</b>	<b>1 496</b>	<b>1 091</b>	<b>1 352</b>	<b>1 327</b>	<b>2,038</b>
<i>% du chiffre d'affaires de ce secteur</i>	<b>34,4 %</b>	<b>27,6 %</b>	<b>23,8 %</b>	<b>27,7 %</b>	<b>20,0 %</b>	<b>23,4 %</b>	<b>28,7 %</b>	<b>35,5 %</b>

### Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement (R et D), réduits des crédits d'impôt à l'investissement, pour le troisième trimestre de l'exercice 2009 sont demeurés inchangés à approximativement 1,0 million \$ lorsque comparés à la même période l'année dernière. La Société a investi largement dans les programmes de développement reliés à la diffusion HPA ainsi que dans les applications de Keragis. Ces investissements étaient centralisés principalement dans les secteurs de la diffusion destinés aux appareils personnels ainsi que dans le marché militaire américain. Pour la période de neuf mois terminée le 31 janvier 2009, les dépenses cumulées de R et D ont atteint 3,2 millions \$, représentant 9,5 % du total du chiffre d'affaires, alors que, pour la même période l'année précédente, un montant de 3,2 millions, ou 12,5 % du chiffre d'affaires, avait été enregistré.

### Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration de la Société pour le troisième trimestre de l'exercice 2009 ont diminué de 8 %, passant de 1,6 millions \$ à 1,4 millions \$. La diminution était une conséquence du programme de rationalisation de certains frais de vente et d'administration. Pour la période de neuf mois terminée le 31 janvier 2009, les frais de vente et d'administration sont demeurés inchangés à 4,7 millions \$ lorsque comparés à la même période de l'année précédente.

### Perte nette

La perte nette pour le troisième trimestre de l'exercice 2009 s'est établi à 0,4 million \$, ou 0,00 \$ par action, comparée à une perte nette de 1,4 million \$, ou 0,01 \$ par action, pour le même trimestre de l'exercice 2008. La réduction de la perte nette est largement imputable à la diminution des dépenses générales combinée à un gain sur change résultant de l'augmentation de la valeur de dollar américain face à la devise canadienne.

### Bénéfice avant intérêts, impôts, taxes et amortissement

A titre d'information supplémentaire à la mesure des revenus basés sur les PCGR canadiens, ce rapport de gestion présente le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA »). Les amortissements incluent les dépréciations d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels, des charges reportés et des placements. Les intérêts incluent la charge d'intérêts sur la dette bancaire et sur les prêts à long terme réduits des revenus d'intérêts. Le BAIIA est fourni afin d'aider le lecteur à déterminer la capacité de la Société à générer des flux de trésorerie positifs de ses opérations. La Société a présenté de plus le BAIIA ajusté provenant des ses activités poursuivies de manière à présenter l'impact des frais de restructuration, du taux de change, de la rémunération à base d'actions et du recouvrement des crédits d'impôt non remboursables. Le BAIIA n'est pas une mesure standardisée respectant les PCGR et peut ne pas être comparable à ceux présentées par d'autres corporations.

Le tableau suivant présente la réconciliation entre le BAIIA et l'évaluation des PCGR dans les états des résultats consolidés intermédiaires non vérifiés pour les huit derniers trimestres, il présente de plus le BAIIA ajusté.

<i>(En milliers de dollars)</i>	2009				2008			
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Profit (perte) découlant des activités poursuivies	(361)	(1 195)	55	(1 751)	(1 352)	(2 341)	(977)	(1 133)
Impôts sur les bénéfices	(89)	(14)	(14)	(97)	—	—	—	814
Amortissement et dépréciation des immobilisations corporelles, des actifs incorporels, des charges reportées et des placements	515	972	753	1 305	1 248	823	769	873
Intérêts	(1)	65	37	36	302	78	24	17
BAIIA découlant des activités poursuivies	64	(172)	831	(507)	198	(1,440)	(184)	571
Effet des coûts de restructuration, taux de change et rémunération à base d'actions	(673)	(95)	94	472	(297)	930	293	850
Effet du recouvrement des crédits d'impôts non remboursables	—	—	—	—	—	—	—	(814)
BAIIA ajusté découlant des activités poursuivies	(609)	(267)	925	(35)	(99)	(510)	109	606

## SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

### Flux de trésorerie d'exploitation

Les flux de trésorerie utilisés provenant des activités d'exploitation se sont élevés à 1,0 million \$ au troisième trimestre de l'année précédente, une diminution de 1,9 millions \$ comparée aux flux de trésorerie générés provenant des activités d'exploitation de 0,9 million \$ pour le même trimestre de l'exercice 2008. La diminution du chiffre d'affaires ainsi que du bénéfice brut ont largement contribué à l'augmentation des flux de trésorerie utilisés. Ces montants ont été largement affectés par les changements dans les soldes hors caisse du fonds de roulement découlant des activités poursuivies. Plus particulièrement, l'encaissement des comptes clients a été amélioré et a généré 2,7 millions \$ en liquidités alors que créditeurs et charges à payer ont été diminués de 3,3 millions \$. Pour la période de neuf mois terminée le 31 janvier 2009, les flux de trésorerie utilisés provenant des activités d'exploitation ont diminué à 0,1 million \$, ou une amélioration de 0,3 million \$, comparés aux flux de trésorerie utilisés de 0,4 million \$ enregistrés au cours de l'année précédente.

### Flux de trésorerie d'investissement

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement se sont élevés à 0,1 million \$ pour le trimestre se terminant le 31 janvier 2009 en raison de l'acquisition d'équipements réalisés au cours du trimestre afin de supporter les opérations. Pour la période de neuf mois terminée le 31 janvier 2009, les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement représentaient un montant 0,4 million \$ comparés à un déficit de trésorerie de 0,4 million \$ enregistré au cours de l'année précédente.

## **Flux de trésorerie de financement**

Les activités de financement, composées principalement de remboursements sur la dette à long terme, ont occasionné des sorties de fonds de 0,1 million \$ pour le trimestre actuel et de 0,4 million \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 janvier 2009. La Société a remboursé sensiblement les mêmes montants pour les mêmes périodes au cours de l'exercice financier précédent.

## **RISQUES ET INCERTITUDES**

Mitec opère dans des segments de l'industrie qui sont chacun sujets à une variété de risques et d'incertitudes. Si l'un des risques suivants se matérialise, les activités, les résultats d'exploitation ou la situation financière de la Société pourrait en être grandement affecté défavorablement, tel que décrit ci-bas. Des risques et incertitudes additionnelles présentement inconnus de la Société ou présentement non significatifs pourrait avoir un impact défavorable sur son exploitation dans le futur.

### **Incertitude quant à la continuité de l'exploitation**

Les états financiers consolidés se rattachant au présent rapport sont fondés sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation de l'entité, c'est-à-dire sur l'hypothèse que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cours normal de ses activités.

Au cours des sept derniers exercices, la Société a connu des pertes et ne possède pas actuellement les moyens de financement qui lui permettraient de supporter ses pertes continues. Au cours des dernières années, la Société a financé ses frais d'exploitation et ses dépenses en capital au moyen de l'émission de titres d'emprunt et de capitaux propres. La continuité de l'exploitation de la Société dépend, entre autres, de sa capacité à atteindre un niveau satisfaisant de produits, du soutien de ses clients, d'un retour à des activités d'exploitation rentables et de sa capacité de générer des flux de trésorerie d'exploitation suffisants, de conclure de nouveaux arrangements financiers et de trouver de nouvelles sources de financement. Ces questions dépendent d'un certain nombre de facteurs échappant au contrôle de la Société et il existe une incertitude quant à la continuité de son exploitation.

Les états financiers consolidés ne reflètent aucun des redressements qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inapplicable. Si tel était le cas, des redressements significatifs de la valeur comptable de l'actif et du passif et des charges présentées ainsi que des modifications du classement des éléments du bilan seraient nécessaires pour ces états consolidés.

Face aux incertitudes décrites, la direction projette de prendre les mesures suivantes :

1. Approcher des prêteurs potentiels afin de sécuriser le financement des opérations;
2. Analyser les diverses possibilités pour augmenter les secteurs d'activités des télécommunications et des communications par satellite.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice fiscal 2009, la Société a conclu les transactions suivantes afin d'aborder certaines des incertitudes décrites ci-dessus :

- a. La Société a annoncé qu'elle avait été choisie à titre de fournisseur pour sa gamme de produits sans fil par l'un des géants mondiaux en télécommunications.
- b. La Société a annoncé qu'elle a conclu son premier contrat d'achat de composantes d'accès sans fil fixe avec un nouveau client et important fournisseur de services de télécommunications.

La direction est d'avis que, grâce aux mesures susmentionnées ainsi qu'au soutien continu des actionnaires et des clients actuels de la Société, celle-ci pourra poursuivre son exploitation normalement. Cependant, il n'existe aucune certitude que ces mesures suffiront à permettre la poursuite des activités de la Société dans le cours normal des affaires.

### **Risque lié à l'industrie**

Notre succès sur le marché du sans fil commercial est tributaire dans une large mesure des investissements de nos clients dans des infrastructures sans fil. Nos clients pourraient diminuer leurs dépenses en immobilisations en réaction à la baisse actuelle et prévue de la demande des consommateurs à l'égard de leurs produits et services. Si l'incertitude économique actuelle se poursuit, la demande de nos produits sans fil commerciaux pourrait diminuer considérablement ou ne pas s'accroître, ce qui aurait un effet défavorable sur nos produits d'exploitation. En outre, la nécessité d'investir dans l'ingénierie, la recherche et le développement et la commercialisation requis pour pénétrer les marchés et maintenir le service à la clientèle limitent notre pouvoir de comprimer les frais en période de ralentissement économique.

### **Dépendance à l'égard de quelques clients**

La Société est exposée à un risque qui découle du fait qu'elle dépend de certains contrats et clients importants. Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2009, la Société a réalisé 27 % de son chiffre d'affaires auprès de son client principal (30 % pour le troisième trimestre de l'exercice 2008) et 47 % de son chiffre d'affaires pour la période de neuf mois terminée le 31 janvier 2009 (31 % pour la même période de l'exercice 2008) auprès de deux clients principaux. La Société déploie des efforts considérables pour entretenir ses relations avec ses clients, rien ne peut garantir que Mitec sera en mesure de réaliser à des conditions avantageuses des ventes auprès de ces clients dans le futur, ni que ceux-ci continueront de s'approvisionner auprès de Mitec. Toutes les modifications apportées à leurs stratégies commerciales, aux échéances, ou aux questions de commercialisation, peuvent avoir une incidence financière considérable sur Mitec. Mitec s'emploie énergiquement à accroître sa clientèle et à diversifier ses réseaux des ventes dans chaque secteur, afin d'atténuer ce risque. Par ailleurs, Mitec maintiendra une stratégie de croissance équilibrée surtout afin d'exploiter le caractère anticyclique des activités des secteurs des télécommunications et des communications par satellites.

### **Secteur d'activité des clients**

En règle générale, les composantes et les sous-systèmes intégrés offerts doivent être conçus sur mesure aux fins d'utilisation dans les produits de nos clients. Par conséquent, nous écoupons nos produits auprès d'un nombre relativement modeste de clients, et nous devons incorporer à nos produits des caractéristiques techniques propres à chaque client. Nous choisissons nos clients en évaluant leurs chances de réussite sur le marché, toutefois, celle-ci n'est pas assurée. Si nos clients n'obtiennent pas le succès escompté, le temps requis pour adapter les caractéristiques techniques de notre produit aux exigences d'un autre client peut reporter le moment où nos ventes sont réalisées ou nous empêcher d'offrir nos produits sur le marché en temps opportun, voire de les offrir. Si, pour une raison ou pour une autre, nos clients décidaient de produire eux-mêmes leurs systèmes et sous-systèmes RF et hyperfréquences, d'augmenter le pourcentage de la production prise en charge, de nous imposer une fabrication conjointe ou encore de nous faire directement concurrence, nos produits d'exploitation chuteraient, entraînant des retombées défavorables sur nos résultats d'exploitation.

### **Risque lié à la production**

Nos résultats trimestriels ont fluctué considérablement dans le passé et cette tendance est susceptible de se maintenir. Ces fluctuations découlent d'un certain nombre de facteurs, notamment l'échéancier, l'annulation ou le report des estimations des clients à l'égard d'un

produit, les commandes des clients et les expéditions qui leur sont destinées, l'établissement des prix et la combinaison des produits vendus, le lancement de nouveaux produits; notre capacité d'obtenir des composantes et des sous-ensembles auprès des fournisseurs, et les variations quant à l'efficacité du processus de fabrication. L'un quelconque de ces facteurs pourrait avoir d'importantes répercussions sur nos résultats d'exploitation d'un trimestre donné.

Par ailleurs, dans certains cas nous dépendons de fournisseurs uniques ou d'un choix limité de fournisseurs pour obtenir les services et le matériel nécessaires à la fabrication de nos produits. Si nous ne parvenons pas à obtenir une quantité suffisante de ces composantes, la production et la livraison des produits seront retardées, nous risquerons de perdre des clients et notre rentabilité pourra en subir les conséquences.

Notre dépendance envers des fournisseurs uniques engendre d'autres risques comme un contrôle moins serré des coûts de production, du calendrier de livraison, de la fiabilité et de la qualité des matériaux. Tout défaut d'obtenir la livraison en temps voulu d'un matériel de qualité acceptable ou toute autre circonstance qui nous obligerait à rechercher d'autres fournisseurs, est susceptible de diminuer notre capacité de livrer nos produits aux clients. Bien qu'il soit peu probable que nous subissions une augmentation des coûts, lesquels sont strictement gérés au moyen d'ententes officieuses à long terme avec nos principaux fournisseurs, une telle augmentation pourrait se traduire en pertes si nous ne parvenions pas à les récupérer aux termes d'engagements de production à prix fixe auprès de nos clients.

### **Risque lié à l'exploitation**

Les activités qu'exerce la Société sont soumises à des risques liés à l'exploitation, notamment la concurrence d'autres entreprises, le rendement des principaux fournisseurs, les garanties relatives au rendement des produits, les risques liés à la réglementation, l'intégration fructueuse des nouvelles acquisitions, la dépendance envers le personnel clé et la dépendance à l'égard des systèmes d'information, lesquels sont tous des facteurs susceptibles d'entraver la capacité de la Société à respecter ses obligations.

### **Changements technologiques**

Mitec est conscient de la nécessité de demeurer à la fine pointe de la technologie pour satisfaire les nouveaux besoins de ses clients et garantir le flux de rentrées de fonds émanant de ses clients actuels tout en pénétrant de nouveaux marchés. Notre investissement en R et D demeure un élément primordial de notre entreprise, et continuera d'être complété par des techniques provenant de l'extérieur.

### **Cadres supérieurs et autres employés clés**

Le succès de la Société est en grande partie attribuable au leadership et à l'expérience de son équipe de direction et de certains employés clés. La perte inattendue de ses cadres ou de certains employés clés ou l'incapacité de la Société à recruter ou conserver ces individus dans le futur pourrait avoir un effet défavorable sur les résultats d'exploitation et sur les succès de la Société. Afin de mitiger ce risque, la Société évalue et ajuste sa rémunération en fonction des conditions en vigueur dans le marché, et a mis en place un programme de rémunération incitative pour ses employés clés.

### **Rapatriement des liquidités dégagées par une filiale à l'étranger**

La Société dégage des liquidités de sa filiale à l'étranger. Le processus concernant le rapatriement de ces liquidités au Canada est assujéti à des lois gouvernementales et peut faire l'objet de restrictions.

### **Conjoncture économique**

La récente agitation de la situation économique globale pose un risque à la Société et pourrait avoir des répercussions sur la capacité de financement de notre clientèle en ce qui a trait à ses dépenses de matériel et d'équipements, ce qui pourrait entraîner des retards et possiblement des fluctuations trimestrielles. Une conjoncture économique défavorable est susceptible de nuire elle aussi aux activités de la Société. Par exemple, le ralentissement de la production en raison d'une telle conjoncture pourrait entraîner des coûts importants au niveau des mises à pied temporaires ou des cessations d'emploi des membres du personnel. Cependant, le fait que les produits et technologies de la Société contribuent à réduire les coûts d'exploitation en diminuant les coûts de bandes de fréquence constitue un avantage pour ses clients à continuer d'acquérir du matériel d'équipement malgré des budgets restreints.

La Société a une base de client géographiquement diversifiée qui ne dépend pas exclusivement d'une région en particulier; ceci permet à la Société de bénéficier d'un redressement économique dans n'importe quelle région. L'incertitude économique est reliée au resserrement des marchés mondiaux au niveau du crédit disponible. La situation du crédit disponible évolue constamment et il est difficile de prédire les conséquences futures. La Société n'a actuellement aucune facilité de crédit ce qui constitue un risque pour la Société dans le cas où une telle facilité de crédit serait requise.

### **Conversion de devises**

#### **a. Activités canadiennes**

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les actifs et passifs non-monétaires sont convertis en dollars canadiens au taux de change historique. Les produits et les charges sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les gains et les pertes de change découlant de la conversion des éléments libellés en devises sont inclus dans le calcul du résultat net.

#### **b. Activités étrangères**

Les actifs et les passifs des filiales étrangères autonomes de la Société, soit Mitec Communications Ltd., Mitec Telecom (Suzhou) Company, Ltd., et Keragis Corporation, sont convertis en dollars canadiens aux taux de change selon la méthode du taux courant. Selon cette méthode, les éléments d'actifs et de passifs sont convertis à l'aide du taux de change en vigueur à la date de la fin de l'exercice et les produits et charges sont convertis au taux de change moyen de l'exercice. Les gains et les pertes sur cette conversion sont comptabilisés et inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu compris dans les capitaux propres. En cas de réduction de l'investissement net dans une filiale étrangère autonome, un montant proportionnel des gains ou pertes de conversion reportés est constaté en résultat net.

### **Taux de change**

Une partie substantielle du chiffre d'affaires de Mitec est libellée en monnaie étrangère, surtout en dollars américains, et peut être affectée de manière défavorable par des fluctuations importantes des cours. La Société n'a pas encore conclu de contrat de couverture de taux de change durant l'exercice 2009. De plus, la Société détient de la trésorerie et équivalents de trésorerie, certains actifs à court terme et des créditeurs et autres charges à payer en yuan chinois (RMB) et en dollars américains (\$US) et elle est donc assujettie au risque de fluctuation des taux de change sur les soldes suivants :

	Au 31 janvier 2009	
	RMB	\$ US
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11 187 912	1 141 874
Débiteurs	17 383 151	3 539 166
Créditeurs et charges à payer	17 529 623	1 261 102

### Questions d'ordre environnemental

Les activités de la Société sont assujetties aux lois et à la réglementation environnementale relatifs aux risques pour la santé humaine et l'environnement. Des modifications à ces lois et règlements sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable important sur les activités et la situation financière de la Société. La Société surveille ces risques au moyen de systèmes et de politiques en matière de gestion des risques environnementaux.

### Fluctuation du cours des actions

Le cours des actions ordinaires de la Société, à l'instar de celui des actions de plusieurs entreprises du secteur des télécommunications, est soumis à des fortes fluctuations provoquées par divers facteurs, notamment les résultats d'exploitation réels ou anticipés, les annonces d'innovations technologiques, les annonces de nouveaux produits ou des nouveaux contrats que nous avons conclus ou que nos concurrents ou clients ont conclu, l'effet de la réglementation gouvernementale, les développements survenant sur le marché des télécommunications sans fil, ainsi que la conjoncture générale du marché et d'autres facteurs. De plus, les cours et les volumes sur les marchés boursiers ont subi périodiquement d'importantes fluctuations. Ces fluctuations ont eu une incidence particulière sur le cours des actions des sociétés du secteur technologique et n'avaient souvent aucun rapport avec les résultats d'exploitation des entreprises visées. Le cours des actions ordinaires de Mitec s'avère très instable et pourrait le demeurer.

## OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS

Le tableau suivant présente un résumé des obligations contractuelles importantes de la Société:

Paiement par périodes <i>(en milliers de dollars)</i>	Total	1 an	2-3 ans	4-5 ans	Plus de 5 ans
	\$	\$	\$	\$	\$
Dette à long terme	1 116	1 116	—	—	—
Contrats de location-exploitation	1 354	356	739	259	—
<b>Total des obligations contractuelles</b>	<b>2 470</b>	1 472	739	259	—

*Toutes les données sont au 31 janvier 2009*

### ÉLÉMENTS HORS BILAN

Les seuls éléments hors bilan de la Société sont relatifs aux contrats de location-exploitation exclusivement, tel que décrit ci-dessus. À l'exception de ces engagements, qui sont considérés de nature courante des affaires, la Société n'a pas d'autres éléments hors bilan et ne prévoit pas en utiliser, autrement que dans le cours normal des affaires dans un avenir immédiat.

### MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

En date du 1er mai 2008, la Société a adopté les nouveaux chapitres suivants récemment proposés par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »):

## **Stocks**

Le chapitre 3031 du Manuel, « Stocks », remplace le chapitre 3030 « Stocks ». Le nouveau chapitre prescrit l'évaluation des stocks au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Il fournit des directives sur la détermination du coût, interdit l'utilisation future de la méthode du dernier entre premier sorti (« DEPS ») et exige la reprise des réductions de valeur lorsqu'il s'ensuit une hausse de la valeur des stocks. Il exige également de fournir de plus amples renseignements sur les stocks et le coût des ventes, notamment les conventions comptables, les valeurs comptable et le montant des réductions de valeur des stocks. L'application de cette nouvelle norme n'a eu aucune incidence sur les résultats financiers de la Société.

## **Informations à fournir concernant le capital**

Le chapitre 1535, « Informations à fournir concernant le capital », établit les normes de la fourniture d'informations sur le capital de l'entité et la façon dont il est géré. Il décrit l'information à fournir sur les objectifs, les politiques et les procédures de gestion du capital, les données quantitatives que doit fournir l'entité sur ce qu'elle considère comme faisant partie du capital, l'information quant au fait que l'entité se conforme à toutes les exigences en matière de capital et si elle ne s'y conforme pas, les conséquences de cette inapplication. Les exigences en matière d'information financière relatives au chapitre 1535 sont présentées dans les états financiers consolidés intermédiaires.

## **Instruments financiers – informations à fournir**

Le chapitre 3862, « Instruments financiers – informations à fournir », décrit l'information à fournir de façon à pouvoir évaluer l'importance des instruments financiers par rapport à la situation financière et à la performance financière de l'entité, de même que la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques. Le chapitre 3863, « Instruments financiers – présentation », établit les normes de présentation des instruments financiers et des dérivés non financiers. Il reporté à un exercice ultérieur les exigences de présentation du chapitre 3861, « Instruments financiers – informations à fournir et présentation ». Les exigences en matière d'information financière relatives à ces nouveaux chapitres 3863 sont présentées dans les états financiers consolidés intermédiaires.

## **Normes générales de présentation des états financiers**

Le chapitre 1400, « Normes générales de présentation des états financiers », a été modifié pour inclure les exigences concernant l'évaluation de la capacité de l'entité de continuer son exploitation et l'information à fournir à cet égard. La Société a effectué l'évaluation requise à la fin de présent trimestre et a conclu qu'une mention dans les états financiers consolidés intermédiaires était requise.

## **CHANGEMENTS FUTURS DES CONVENTIONS COMPTABLES**

### **Écart d'acquisition et actifs incorporels et frais de recherché et de développement**

L'ICCA a publié les nouvelles normes comptables suivantes dont les recommandations s'appliquent pour la Société à compter du 1er octobre 2008 quand à la divulgation d'information financière annuelle ou intermédiaire. Le chapitre 3064 du Manuel « Écart d'acquisition et actifs incorporels », remplacera le chapitre 3062, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels » ainsi que le chapitre 3450, « Frais de recherche et de développement ». Le chapitre 1000, « Fondements conceptuels des états financiers », a été modifié en fonction du chapitre 3064. Ce nouveau chapitre a pour effet de rendre semblant les PCGR au Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et établit les normes de constatation, d'évaluation, de présentation, de l'écart d'acquisition après sa constatation initiale et des actifs incorporels par

les entreprises à but lucratif. À l'heure actuelle, la Société évalue l'incidence de ces nouvelles normes comptables sur ses états financiers consolidés.

### **Normes internationales d'information financière**

Le conseil des normes comptables de l'ICCA a annoncé que les entreprises canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes adopteront les normes IFRS à compter du 1er janvier 2011. Les PCGR canadiens cesseront d'exister et seront remplacés par les normes IFRS à compter de cette date. L'Accounting Standards Board prévoit l'application de ces changements aux PCGR canadiens d'une manière progressive jusqu'à la date d'implantation afin d'en faciliter la transition ; il faut toutefois noter que l'implantation des IFRS pourrait avoir un impact significatif sur le contenu et la présentation des états financiers.

La Société travaille actuellement à élaborer une stratégie de mise en œuvre des IFRS et dévoilera un plan détaillé au cours de l'exercice fiscal se terminant le 30 avril 2010. À compter du premier trimestre de l'exercice financier 2011, la Société s'assurera de modifier ses livres afin de cumuler l'information nécessaire respectant les PCGR et des IFRS de manière à pouvoir présenter des états financiers comparatifs dès la date de transition aux IFRS soit lors du premier trimestre se terminant le 31 juillet 2011. Il n'est pas possible pour le moment de quantifier l'incidence de cette transition aux états financiers consolidés de la Société.

### **PRINCIPALES ESTIMATIONS ET PROVISIONS COMPTABLES**

Pour dresser ses états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants constatés des actifs et des passifs, la présentation des actifs et des passifs éventuels aux dates des états financiers consolidés et les montants constatés des produits et des charges au cours des périodes de présentation de l'information financière. Les montants communiqués et la présentation des notes aux états financiers consolidés sont déterminés en utilisant les meilleurs estimés faites par la direction basés sur des hypothèses les plus probables de conditions économiques et un plan d'action planifié. Les éléments importants, qui font l'objet d'estimations et d'hypothèses, comprennent la durée de vie utile des actifs, la désuétude des stocks, la dépréciation d'actifs à long terme, les impôts futurs, la rémunération à base d'actions, le taux d'escompte utilisé pour la comptabilisation des débetures convertibles, les frais légaux à payer, les créances irrécouvrables et la provision pour créance douteuses. Les résultats réels pourraient différer des estimations utilisées dans les présents états financiers consolidés et ces différences peuvent s'avérer importante. Les principales conventions comptables de la Société sont analysées à la note 2 afférente aux états financiers consolidés. Les estimations critiques inhérentes aux conventions comptables sont analysées dans les paragraphes suivants.

#### **Évaluation des stocks**

La Société constitue une provision pour tenir compte des meilleures estimations de la direction quant à la valeur de réalisation nette des stocks. La provision est calculée en tenant compte de l'âge des stocks et des attentes actuelles et futures à l'égard des produits offerts. Les hypothèses sur lesquelles est fondée la provision pour désuétude des stocks englobent les tendances futures en matière de ventes et d'offre de produits. L'estimation par la Société de la provision pour désuétude des stocks est susceptible de varier considérablement d'une période à l'autre en raison de modifications apportées à l'offre de produits et de l'acceptation de ces produits par les clients. La direction analyse l'ensemble de cette provision afin d'évaluer si, d'après la conjoncture économique, elle est adéquate.

### **Dépréciation d'actifs à long terme**

La Société évalue la recouvrabilité des actifs à long terme lorsqu'il existe des indices qu'une dépréciation est possible. Pour réaliser cette analyse, au moment où elle établit ses flux de trésorerie futurs non actualisés estimatifs, la Société considère des facteurs comme la conjoncture économique actuelle, les tendances et les perspectives pour l'avenir, la valeur marchande actuelle et d'autres facteurs économiques. Ces estimations pourraient modifier de façon considérable les flux de trésorerie en découlant et les justes valeurs estimatives généralement fondées sur la valeur actualisée des flux de trésorerie pour déterminer la dépréciation.

### **Écart d'acquisition**

Au moins une fois par année, la Société soumet l'écart d'acquisition à un test de dépréciation qui consiste à comparer la juste valeur d'une unité d'exploitation à sa valeur comptable. Toute dépréciation de l'écart d'acquisition est comptabilisée dans le résultat net. Il n'y a pas eu de dépréciation de l'écart d'acquisition durant l'exercice.

### **Provision pour créances douteuses**

La Société comptabilise une provision pour créances douteuses pour tenir compte des meilleures estimations de la direction quant aux pertes inhérentes à son portefeuille de débiteurs à la date du bilan, même si la plupart de ses débiteurs sont assurés. Ce calcul tient compte du registre des paiements, des tentatives de recouvrement, des déclarations de faillite et des événements à caractère économique. La direction est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir les pertes prévues d'après la situation actuelle. Toutefois, une dégradation marquée de l'un quelconque de ces facteurs ou de la santé économique pourrait entraîner des modifications importantes de ces attentes.

### **Actifs d'impôts futurs**

La Société comptabilise les actifs d'impôts futurs surtout à titre de reports de perte prospectif et d'écarts temporaires déductibles. La direction évalue et analyse la réalisation de ces actifs d'impôts futurs afin de déterminer s'il y a lieu de constituer une provision pour moins-value. D'après cette évaluation, elle établit s'il est plus probable qu'improbable qu'une partie ou que la totalité des actifs d'impôts futurs se réalisent. Les facteurs considérés comprennent le bénéfice futur établi d'après les prévisions internes, les pertes des années antérieures et leur date d'échéance, l'historique des pertes reportées prospectivement, de même que les stratégies raisonnables de planification fiscale.

### **Provision pour garanties**

La Société a constitué une provision pour garanties à la vente de certains produits destinés aux microstations terriennes qui comprennent des composantes actives. Cette estimation est fondée sur l'historique de la fréquence des réparations et sur les coûts connexes. La direction examine périodiquement cette provision et les provisions constituées au 31 janvier 2009 ont été jugées adéquates.

### **Rémunération à base d'actions**

La Société fait une estimation de la juste valeur des options sur actions attribuées aux employés, aux dirigeants et aux administrateurs. Au 31 janvier 2009, un total de 14 358 056 options sur actions étaient en cours dont 10 343 500 étaient exerçables. La Société utilise la méthode de la juste valeur pour passer en charges les options sur actions attribuées aux employés, administrateurs et consultants. Les options attribuées aux employés, aux dirigeants et aux administrateurs sont passées en charges au cours de la période d'acquisition des droits sous-jacents. La juste valeur est déterminée selon le modèle de Black et Scholes. Toute contrepartie versée par les employés, les dirigeants et les administrateurs à l'exercice des options sur actions ou à l'achat d'actions est créditée aux capitaux propres.

### **Engagements et éventualités**

La Société est sujette à différentes réclamations et éventualités reliées à des poursuites potentielles, des impôts, des accords commerciaux et autres obligations commerciales. Les contrats et autres obligations commerciales sont principalement reliées à des contrats de location-exploitation. La Société enregistre des engagements et éventualités lorsque qu'une perte est probable et peut être déterminée. Des changements significatifs tant qu'à l'estimation des conséquences ainsi que l'évaluation des montants pourrait résulter en la reconnaissance d'engagements additionnels.

### **OPÉRATIONS PROJÉTÉES**

La Société étudie régulièrement les occasions de regroupement d'entreprises, de dessaisissement qui pourraient accroître la valeur pour les actionnaires.

### **PERSPECTIVES**

La Société demeurera concentrée sur la réalisation de son plan de restructuration ainsi que concentrer ses activités sur les occasions existantes et nouvelles provenant des secteurs des Télécommunications et des Communications par satellite.

### **CONTÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE**

Conformément à la norme multilatérale 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la Société a déposé des certificats signés par le président et chef de la direction et par le vice-président, finances et chef de la direction financière, qui font notamment état de la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière. La Société n'a apporté aucun changement important à la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière au cours de la période de six mois terminée le 31 janvier 2009 ayant eu une incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

### **RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ET PRÉSENTATION PERMANENTE DE L'INFORMATION**

Le présent rapport de gestion a été préparé en date du 26 février 2009. Des informations mises à jour sur Mitec, y compris la notice annuelle, peuvent être consultées sur le site Web de SEDAR à [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

Au 26 février 2009, 220 666 756 actions ordinaires et 37 828 668 bons de souscriptions étaient émis et en circulation, ainsi qu'un total de 14 358 056 options sur actions.

**MITEC TELECOM INC.**  
**BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES**

(en milliers de dollars canadiens)

	Au 31 janvier 2009 \$ <i>Non vérifié</i>	Au 30 avril 2008 \$ <i>Véifié</i>
<b>ACTIF</b>		
<b>Actif à court terme</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 861	4 784
Placements à court terme	179	77
Comptes clients	7 678	10 036
Autres débiteurs	1 203	630
Impôts sur les bénéfices recouvrables	586	839
Stocks	9 122	8 759
Charges payées d'avance	668	580
<b>Total de l'actif à court terme</b>	<b>23 297</b>	<b>25 705</b>
Immobilisations corporelles	5 801	6 110
Actifs incorporels	3 523	4 284
Écart d'acquisition	3 598	3 598
Placements	25	25
Charges reportées	—	321
	<b>36 244</b>	<b>40 043</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>Passif à court terme</b>		
Créditeurs et charges à payer	7 446	11 373
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	1 116	382
<b>Total du passif à court terme</b>	<b>8 562</b>	<b>11 755</b>
Dette à long terme	—	742
Impôts futurs	398	515
	<b>8 960</b>	<b>13 012</b>
<b>Capitaux propres</b>		
Actions ordinaires (note 4)	132 122	132 097
Bons de souscription (note 4)	1 925	1 931
Composante des capitaux propres des débentures convertibles	23	46
Surplus d'apport	9 791	9 223
Déficit	(116 872)	(115 372)
Cumul des autres éléments du résultat étendu	295	(894)
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>27 284</b>	<b>27 031</b>
	<b>36 244</b>	<b>40 043</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

**MITEC TELECOM INC.****ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES RÉSULTATS ET DU RÉSULTAT ÉTENDU**

(en milliers de dollars canadiens, à l'exception des données par action et le nombre d'actions)

Non vérifié

	Pour les trois mois terminés les		Pour les neuf mois terminés les	
	31 janvier		31 janvier	
	2009	2008	2009	2008
	\$	\$	\$	\$
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>7 922</b>	9 829	<b>33 421</b>	25 410
Coût des ventes	<b>6 025</b>	7 870	<b>25 992</b>	19 691
<b>Bénéfice brut</b>	<b>1 897</b>	1 959	<b>7 429</b>	5 719
<b>Charges</b>				
Frais de recherche et développement	<b>1 039</b>	1 041	<b>3 188</b>	3 177
Frais de vente et d'administration	<b>1 430</b>	1 563	<b>4 678</b>	4 652
Amortissement des actifs incorporels	<b>211</b>	413	<b>789</b>	923
Charges financières (note 7)	<b>310</b>	320	<b>697</b>	447
Perte (gain) de change	<b>(786)</b>	(373)	<b>(1 236)</b>	640
Intérêts créditeurs	<b>(9)</b>	(5)	<b>(22)</b>	(11)
Dépréciation d'immobilisations corporelles	<b>39</b>	—	<b>390</b>	—
Dépréciation des placements	—	275	—	275
Rémunération à base d'actions	<b>113</b>	76	<b>562</b>	286
	<b>2 347</b>	3 310	<b>9 046</b>	10 389
Perte avant impôts sur les bénéfices	<b>(450)</b>	(1 351)	<b>(1 617)</b>	(4 670)
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices	<b>(89)</b>	—	<b>(117)</b>	—
<b>Perte nette de la période</b>	<b>(361)</b>	(1 351)	<b>(1 500)</b>	(4 670)
Variation nette du gain (de la perte) de conversion non réalisé (e) des états financiers des filiales étrangères autonomes	<b>1 167</b>	249	<b>1 189</b>	(102)
<b>Résultat étendu de la période</b>	<b>806</b>	(1 102)	<b>(311)</b>	(4 772)
<b>Résultat de base et dilué par action ordinaire</b>	<b>(0,00)</b>	(0,01)	<b>(0,01)</b>	(0,02)
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation</b>	<b>220 666 756</b>	213 994 982	<b>220 656 485</b>	191 034 050

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

**MITEC TELECOM INC.**  
**ÉTATS CONSOLIDÉS DES CAPITAUX PROPRES INTERMÉDIAIRES**

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)

Non vérifié

		Composant e des capitaux			Surplus		Cumul des autres éléments du résultat étendu	Capitaux propres
	Actions ordinaires	Bons de souscription	débitures convertibles	d'apport	Déficit			
	# (000)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Note	4	4	4					
Solde au 30 avril 2007	174 502	125 631	1 311	—	8 645	(108 951)	(917)	25 719
Rémunération à base d'actions	—	—	—	—	286	—	—	286
Émises pour l'acquisition d'une entreprise	32 841	5 254	—	—	—	—	—	5 254
Émises au terme d'une émission de débitures convertibles	6 957	787	752	79	—	—	—	1 618
Émises suite à l'exercice des options d'achat d'actions	300	60	—	—	(27)	—	—	33
Autres éléments du résultat étendu pour la période	—	—	—	—	—	—	(102)	(102)
Perte nette pour la période	—	—	—	—	—	(4 670)	—	(4 670)
<b>Solde au 31 janvier 2008</b>	<b>214 600</b>	<b>131 732</b>	<b>2 063</b>	<b>79</b>	<b>8 904</b>	<b>(113 621)</b>	<b>(1 019)</b>	<b>28 138</b>
<b>Solde au 30 avril 2008</b>	<b>220 312</b>	<b>132 097</b>	<b>1 931</b>	<b>46</b>	<b>9 223</b>	<b>(115 372)</b>	<b>(894)</b>	<b>27 031</b>
Émises au terme d'une émission de débitures convertibles	<b>354</b>	<b>25</b>	—	—	—	—	—	<b>25</b>
Effet des charges reportées des débitures convertibles	—	—	—	(23)	—	—	—	(23)
Bons de souscription expirés	—	—	(6)	—	6	—	—	—
Rémunération à base d'actions	—	—	—	—	562	—	—	562
Autres éléments du résultat étendu pour la période	—	—	—	—	—	—	1 189	1 189
Perte nette pour la période	—	—	—	—	—	(1 500)	—	(1 500)
<b>Solde au 31 janvier 2009</b>	<b>220 666</b>	<b>132 122</b>	<b>1 925</b>	<b>23</b>	<b>9 791</b>	<b>(116 872)</b>	<b>295</b>	<b>27 284</b>

**MITEC TELECOM INC.**  
**ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES**  
(en milliers de dollars canadiens)  
Non vérifié

	Pour les trois mois terminés les		Pour les neuf mois terminés les	
	2009	31 janvier	2009	31 janvier
	2008	2008	2008	2008
	\$	\$	\$	\$
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>				
Perte nette	(361)	(1 351)	(1 500)	(4 670)
Ajout des éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement de la valeur des immobilisations corporelles, des actifs incorporels et des charges reportées	476	973	1 849	2 567
Perte à la cession et à la dépréciation d'immobilisations corporelles	39	—	390	—
Dépréciation des placements	—	275	—	275
Rémunération à base d'actions	113	76	562	286
Charge de désactualisation du passif à long terme	287	253	532	304
Recouvrement d'impôt sur les bénéfices	(89)	—	(117)	—
	465	226	1 716	(1 238)
Variations des soldes hors caisse du fonds de roulement liés aux activités poursuivies (note 5)	(1 520)	662	(1 811)	870
<b>Flux de trésorerie d'exploitation</b>	<b>(1 055)</b>	<b>888</b>	<b>(95)</b>	<b>(368)</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>				
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(48)	37	(349)	(177)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	13	34	13	48
Acquisitions de placements à court terme	(100)	(77)	(179)	(229)
Ventes de placements à court terme	—	77	77	227
Acquisition de placements	—	—	—	(251)
<b>Flux de trésorerie d'investissement</b>	<b>(135)</b>	<b>71</b>	<b>(438)</b>	<b>(382)</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>				
Remboursement de la dette à long terme	(125)	(125)	(390)	(375)
<b>Flux de trésorerie de financement</b>	<b>(125)</b>	<b>(125)</b>	<b>(390)</b>	<b>(375)</b>
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	—	1	—	(74)
<b>Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(1 315)</b>	<b>835</b>	<b>(923)</b>	<b>(1 199)</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	5 176	4 252	4 784	6 286
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>3 861</b>	<b>5 087</b>	<b>3 861</b>	<b>5 087</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

## **1. NATURE DE L'ENTREPRISE ET INCERTITUDE QUANT À LA CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION**

Mitec Telecom Inc. (« Mitec » ou la « Société »), qui est un fournisseur de matériel de communication basé sur les connaissances exerçant ses activités sur les marchés mondiaux des communications sans fil et des télécommunications par satellites, a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires sont fondés sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation, selon laquelle la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes et de ses engagements dans le cours normal de ses activités. Au cours des sept derniers exercices, la Société a connu des pertes et ne possède pas actuellement les ressources financières qui lui permettraient de supporter ses pertes continues. Au cours des dernières années, la Société a financé ses frais d'exploitation et ses dépenses en capital au moyen de l'émission de titres d'emprunt et de capitaux propres. La continuité de l'exploitation de la Société dépend, entre autres, de sa capacité à atteindre un niveau satisfaisant de produits, du soutien de ses clients, d'un retour à des activités d'exploitation rentables et de sa capacité de générer des flux de trésorerie d'exploitation suffisants, de conclure de nouveaux arrangements financiers et de trouver de nouvelles sources de financement. Ces questions dépendent d'un certain nombre de facteurs échappant au contrôle de la Société et il existe une incertitude quant à la continuité de son exploitation.

Les états financiers consolidés intermédiaires ne reflètent aucun des redressements qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inapplicable. Si tel était le cas, des redressements significatifs de la valeur comptable de l'actif et du passif et des charges présentées ainsi que des modifications du classement des éléments du bilan seraient nécessaires pour ces états financiers consolidés intermédiaires.

Face aux incertitudes décrites, la direction projette de prendre les mesures suivantes :

1. Approcher des prêteurs potentiels pour assurer le financement des opérations.
2. Analyser les diverses possibilités pour augmenter les activités des télécommunications et des communications par satellite.

La direction est d'avis que, grâce aux mesures susmentionnées ainsi qu'au soutien continu des actionnaires et des clients actuels de la Société, celle-ci pourra poursuivre son exploitation normalement. Cependant, il n'existe aucune certitude que ces mesures suffiront à permettre la poursuite des activités de la Société dans le cours normal de ses affaires.

## **2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES**

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (« PGCR ») du Canada pour des états financiers intermédiaires et de façon cohérente avec les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice terminé le 30 avril 2008 à l'exception des modifications mentionnées à la note 3 des états financiers intermédiaires. Pour une description complète des conventions comptables, veuillez consulter ces états financiers. Les présents états financiers intermédiaires ne comprennent pas toute l'information requise par les principes comptables généralement reconnus qui s'appliquent aux états financiers annuels.

## **3. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES**

En date du 1<sup>er</sup> mai 2008, la Société a adopté les nouveaux chapitres suivants récemment proposés par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »):

### **Stocks**

Le chapitre 3031 du Manuel, « Stocks », remplace le chapitre 3030 « Stocks ». Le nouveau chapitre prescrit l'évaluation des stocks au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Il fournit des directives sur la détermination du coût, interdit l'utilisation future de la méthode du dernier entré premier sorti (« DEPS ») et exige la reprise des réductions de valeur lorsqu'il s'ensuit une hausse de la valeur des stocks. Il exige également de fournir de plus amples renseignements sur les stocks et le coût des ventes,

### **3. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES (suite)**

notamment les conventions comptables, les valeurs comptable et le montant des réductions de valeur des stocks. L'application de cette nouvelle norme n'a eu aucune incidence sur les résultats financiers de la Société.

#### **Informations à fournir concernant le capital**

Le chapitre 1535, « Informations à fournir concernant le capital », établit les normes de la fourniture d'informations sur le capital de l'entité et la façon dont il est géré. Il décrit l'information à fournir sur les objectifs, les politiques et les procédures de gestion du capital, les données quantitatives que doit fournir l'entité sur ce qu'elle considère comme faisant partie du capital, l'information quant au fait que l'entité se conforme à toutes les exigences en matière de capital et si elle ne s'y conforme pas, les conséquences de cette inapplication. Les exigences en matière d'information financière relatives au chapitre 1535 sont présentées à la note 8.

#### **Instruments financiers – informations à fournir**

Le chapitre 3862, « Instruments financiers – informations à fournir », décrit les informations à fournir de façon à pouvoir évaluer l'importance des instruments financiers par rapport à la situation financière et à la performance financière de l'entité, de même que la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques. Le chapitre 3863, « Instruments financiers – présentation », établit les normes de présentation des instruments financiers et des dérivés non financiers. Il reporte à un exercice ultérieur les exigences de présentation du chapitre 3861, « Instruments financiers – informations à fournir et présentation ». Les exigences en matière d'information financière relatives à ces nouveaux chapitres 3863 sont présentées à la note 9.

#### **Normes générales de présentation des états financiers**

Le chapitre 1400, « Normes générales de présentation des états financiers », a été modifié pour inclure les exigences concernant l'évaluation de la capacité de l'entité de continuer son exploitation et l'information à fournir à cet égard. La Société a effectué l'évaluation requise à la fin du présent trimestre et a conclu qu'une mention à la note 1 des présents états financiers intermédiaires était requise.

#### **Effets des nouvelles normes comptables non encore entrées en vigueur**

##### **Écart d'acquisition et actifs incorporels et frais de recherché et de développement**

L'ICCA a publié les nouvelles normes comptables suivantes dont les recommandations s'appliquent pour la Société à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2008 quant à la divulgation d'information financière annuelle ou intermédiaire. Le chapitre 3064 du Manuel « Écart d'acquisition et actifs incorporels », remplacera le chapitre 3062, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels » ainsi que le chapitre 3450, « Frais de recherche et de développement ». Le chapitre 1000, « Fondements conceptuels des états financiers », a été modifié en fonction du chapitre 3064. Ce nouveau chapitre a pour effet de rendre semblables les PCGR canadiens aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et établit les normes de constatation, d'évaluation, de présentation, de l'écart d'acquisition après sa constatation initiale et des actifs incorporels par les entreprises à but lucratif. À l'heure actuelle, la Société évalue l'incidence de ces nouvelles normes comptables sur ses états financiers consolidés.

#### **Normes internationales d'information financière**

Le conseil des normes comptables de l'ICCA a annoncé que les entreprises canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes adopteront les normes IFRS à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Les PCGR canadiens cesseront d'exister et seront remplacés par les normes IFRS à compter de cette date. L'*Accounting Standards Board* prévoit l'application de ces changements aux PCGR canadiens d'une manière progressive jusqu'à la date d'implantation afin de faciliter la transition ; il faut toutefois noter que l'implantation des IFRS pourrait avoir un impact significatif sur le contenu et la présentation des états financiers.

La Société travaille actuellement à élaborer une stratégie de mise en œuvre des IFRS et dévoilera un plan détaillé au cours de l'exercice fiscal se terminant le 30 avril 2010. A compter du premier trimestre de l'exercice financier 2011, la Société s'assurera de modifier ses livres afin de cumuler l'information nécessaire respectant les PCGR et des IFRS de manière à pouvoir présenter des états financiers

### 3. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

comparatifs dès la date de transition aux IFRS soit lors du premier trimestre se terminant le 31 juillet 2011. Il n'est pas possible pour le moment de quantifier l'incidence de cette transition aux états financiers consolidés de la Société.

### 4. CAPITAL SOCIAL

Nombre illimité d'actions ordinaires.

Nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries et dont les conditions sont déterminées par le conseil d'administration.

#### Actions ordinaires émises et en circulation

	#	Au 31 janvier 2009 \$
<b>Solde au début de la période</b>	<b>220 312 425</b>	<b>132 097</b>
Variations au cours de la période:		
Émises lors de la conversion des débentures convertibles	354 331	25
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>220 666 756</b>	<b>132 122</b>

#### Bons de souscription

	#	Au 31 janvier 2009 \$
<b>Solde au début de la période</b>	<b>38 016 168</b>	<b>1 931</b>
Variations au cours de la période:		
Échus	(187 500)	(6)
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>37 828 668</b>	<b>1 925</b>

Les bons de souscription en cours sont les suivants :

	Date d'expiration	Au 31 janvier 2009 #
<b>Prix d'exercice</b>		
0,10	3 avril 2009	4 650 000
0,18	17 octobre 2009	13 888 889
0,22	30 mars 2009	19 289 779
		<b>37 828 668</b>

Pour les périodes terminées les 31 janvier 2009 et 2008, l'effet sur la perte par action ordinaire des options sur actions et des bons de souscription potentiellement exerçables a été antidilutif; la perte de base et la perte diluée par action sont donc égales.

#### Résultat par action

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires est comme suit :

	2009 #	Au 31 janvier 2008 #
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	220 656 485	191 034 050
Incidence des options sur actions et bons de souscription dilutifs, montant net	525 649	15 708 000
<b>Nombre dilué moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation</b>	<b>221 182 134</b>	<b>206 742 050</b>

#### 4. CAPITAL SOCIAL (suite)

##### Régime d'options sur actions

Le tableau suivant présente les options sur actions en cours :

	Au 31 janvier 2009	
	Nombre	\$
<b>Solde au début de la période</b>	<b>14 533 956</b>	<b>0,25</b>
Attribuées	880 000	0,07
Frappées d'extinction	(487 900)	0,33
Échues	(568 000)	1,36
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>14 358 056</b>	<b>0,19</b>
<b>Options exerçables à la fin de la période</b>	<b>10 343 500</b>	<b>0,21</b>

#### 5. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Les variations des soldes hors caisse du fonds de roulement liées aux activités poursuivies se présentent comme suit :

	Pour les trois mois terminés les		Pour les neuf mois terminés les	
	31 janvier		31 janvier	
	2009	2008	2009	2008
	\$	\$	\$	\$
Comptes clients et autres débiteurs	2 712	(1 814)	1 978	(3 787)
Stocks	(958)	(293)	(363)	(232)
Charges payées d'avance et autres charges	(35)	176	(88)	140
Impôts sur les bénéfices recouvrables	23	(24)	223	395
Créditeurs et charges à payer	(3 262)	2 617	(3 561)	4 354
	<b>(1 520)</b>	<b>662</b>	<b>(1 811)</b>	<b>870</b>
<b>Intérêts payés</b>	<b>151</b>	<b>29</b>	<b>165</b>	<b>78</b>
L'amortissement des immobilisations corporelles a été comptabilisé comme suit :				
Coût des ventes	203	241	551	723
Frais de vente et d'administration et de recherche et développement	62	85	188	260
	<b>265</b>	<b>326</b>	<b>739</b>	<b>983</b>

	Pour les trois mois terminés les		Pour les neuf mois terminés les	
	31 janvier		31 janvier	
	2009	2008	2009	2008
	\$	\$	\$	\$
L'amortissement des charges reportées a été comptabilisé comme suit :				
Coût des ventes	—	116	195	357
Frais de vente et d'administration	—	80	61	197
Frais de recherche et développement	—	38	65	107
	<b>—</b>	<b>234</b>	<b>321</b>	<b>661</b>

## 6. INFORMATIONS SECTORIELLES

### a) Informations sectorielles utilisées par la direction

Mitec organise son entreprise en deux secteurs d'activité principaux afin de prendre des décisions de gestion et d'évaluer le rendement. Ces secteurs d'activité sont les télécommunications («Télécommunications»), et les communications par satellites et terrestres («Satellites»). La Société exerce actuellement ses activités au Canada, en Chine et aux États-Unis.

Télécommunications touche à la recherche, à la conception, au développement, à la fabrication et à la vente de composantes, de sous-systèmes et de sous-systèmes multifonctions pour les marchés du sans-fil et des services cellulaires. Satellites participe à la recherche, à la conception, au développement, à la fabrication et à la vente de composantes, de sous-systèmes et de sous-systèmes multifonctions pour les satellites et les microstations terriennes.

La direction calcule le rendement de chaque secteur en fonction du bénéfice brut, puisque les autres charges ne peuvent être attribuées à chaque secteur individuel. De plus, les secteurs se partagent certains stocks et immobilisations.

Les informations pour chaque secteur pour les trois mois terminés les 31 janvier se résument comme suit :

	Télécommunications		Satellites		Montants consolidés	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	3 101	4 362	4 821	5 467	7 922	9 829
Coût des ventes	2 719	3 494	3 306	4 376	6 025	7 870
Bénéfice brut	382	868	1 515	1 091	1 897	1 959
Amortissement des immobilisations corporelles	155	221	110	105	265	326
Amortissement des actifs incorporels	110	64	101	349	211	413
Charges					1 871	2 571
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices					(89)	—
<b>Perte nette de la période</b>					<b>(361)</b>	<b>(1 351)</b>

Les informations pour chaque secteur pour les neuf mois terminés les 31 janvier se résument comme suit :

	Télécommunications		Satellites		Montants consolidés	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	17 567	9 524	15 854	15 886	33 421	25 410
Coût des ventes	14 530	7 575	11 462	12 116	25 992	19 691
Bénéfice brut	3 037	1 949	4 392	3 770	7 429	5 719
Amortissement des immobilisations corporelles	435	668	304	315	739	983
Amortissement des actifs incorporels	327	364	462	559	789	923
Charges					7 518	8 483
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices					(117)	—
<b>Perte nette de la période</b>					<b>(1 500)</b>	<b>(4 670)</b>

## 6. INFORMATIONS SECTORIELLES (suite)

La ventilation des actifs pour chaque secteur est la suivante :

	Au 31 janvier 2009		
	Télécommunications	Satellites	Total
	\$	\$	\$
Actifs à court terme	7 416	11 516	18 932
Actifs à long terme	3 245	9 877	13 122
	10 661	21 393	32 054
Autres			4 190
			36 244

### b) Informations sur la Société

Le tableau suivant présente le chiffre d'affaires selon la région de production géographique :

	Pour les trois mois terminés les		Pour les neuf mois terminés les	
	31 janvier		31 janvier	
	2009	2008	2009	2008
	\$	\$	\$	\$
Canada	4 753	5 610	16 527	16 777
États-Unis	342	351	1 186	354
Asie	2 917	4 126	17 012	8 800
Inter-pays	(90)	(258)	(1 304)	(521)
	7 922	9 829	33 421	25 410

Le tableau suivant présente le chiffre d'affaires selon la destination du produit :

	Pour les trois mois terminés les		Pour les neuf mois terminés les	
	31 janvier		31 janvier	
	2009	2008	2009	2008
	\$	\$	\$	\$
Canada	403	427	939	819
États-Unis	3 553	2 990	10 215	8 378
Europe	2 168	1 521	4 534	6 040
Asie	1 130	3 678	13 121	6 955
Autres	668	1 213	4 612	3 218
	7 922	9 829	33 421	25 410

## 7. CHARGES FINANCIÈRES

	Pour les trois mois terminés les		Pour les neuf mois terminés les	
	31 janvier		31 janvier	
	2009	2008	2009	2008
	\$	\$	\$	\$
Intérêts sur la dette bancaire	3	16	18	58
Intérêts sur les débetures convertibles	5	38	105	48
Charge de désactualisation du passif à long terme	287	253	532	304
Frais bancaires et autres frais	15	13	42	37
	310	320	697	447

## 8. GESTION DU CAPITAL

Le capital de la Société se compose des capitaux propres et de la dette à long terme. La Société gère son capital de manière à s'assurer que la Société pourra poursuivre ses activités malgré l'incertitude quant à la continuité de l'exploitation et qu'elle pourra continuer à disposer de liquidités suffisantes lui permettant de poursuivre sa stratégie de croissance interne et d'entreprendre des acquisitions ciblées tout en maintenant une approche conservatrice à l'égard de leviers financiers et de la gestion du risque financier. La Société gère son capital et y apporte des ajustements en fonction des conditions économiques et des caractéristiques de son environnement externe. Afin de conserver ou de modifier la structure de son capital, la Société

pourrait émettre de nouvelles actions et de nouveaux titres de créances ou conclure des ententes de location-acquisition.

La Société n'a jamais, historiquement, payé de dividendes à ses actionnaires. La Société est tenue de se conformer à certaines clauses financières restrictives.

## 9. INSTRUMENTS FINANCIERS

Le classement des instruments financiers en date du 31 janvier 2009 et du 30 avril 2008 ainsi que leur valeur comptable et leur juste valeur respectives se présentent comme suite :

	Actifs détenus \$	Disponible à la vente \$	Prêts et créances \$	Autres passifs financiers \$	Valeur comptable \$	Juste valeur \$
<b>Au 31 janvier 2009</b>						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 861				3 861	3 861
Placements à court terme		179			179	179
Comptes clients			7 678		7 678	7 678
Autres débiteurs			1 203		1 203	1 203
Placements		25			25	25
Créditeurs et charges à payer				7 446	7 446	7 446
Dette à long terme et débentures convertibles				1 116	1 116	1 116
<b>Au 30 avril 2008</b>						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 784				4 784	4 784
Placements à court terme		77			77	77
Comptes clients			10 036		10 036	10 036
Autres débiteurs			630		630	630
Placements		25			25	25
Créditeurs et charges à payer				11 373	11 373	11 373
Dette à long terme et débentures convertibles				1 124	1 124	1 124

### Juste valeur

La juste valeur est le montant de la contrepartie convenu dans le cadre d'une opération entre parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence. La Société a recours aux méthodes et hypothèses suivantes pour établir la juste valeur de chaque catégorie d'instruments financiers pour lesquelles la valeur comptable est incluse dans le bilan intermédiaire non vérifié, comme suit :

- **Actifs détenus**  
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont classés à titre d'actifs détenus à des fins de transaction et sont évalués à leur juste valeur
- **Disponible à la vente**  
Les placements à court terme et les placements sont classés comme disponibles à la vente et sont évalués à leur juste valeur. Les investissements dans des sociétés privées sont évalués au coût puisqu'il n'y a pas d'information fiable pouvant justifier la juste valeur de ces investissements
- **Prêts et créances**  
Comptes clients et autres débiteurs – La valeur comptable se rapproche raisonnablement de la juste valeur en raison de la nature à court terme des instruments financiers.

## 9. INSTRUMENTS FINANCIER (suite)

### • Autres passifs financiers

Créditeurs et charges à payer, dette à long terme et débetures subordonnées non garanties convertibles – La valeur comptable inscrite au bilan est évaluée au coût ares amortissement, qui se rapproche de la juste a leur en raison de la nature à court terme des créditeurs et charges à payer. La valeur comptable de la composante dette des débetures subordonnées non garanties convertibles se rapproche de leur juste valeur, puisque les taux d'intérêt n'ont pas varié de façon importante depuis leur émission et que la valeur comptable est portée progressivement à la valeur nominale jusqu'à l'échéance des débetures, de sorte que ces dernières seront comptabilisées à la totalité de leur valeur au moment où elles viendront à échéance et deviendront exigibles.

### Risque découlant des instruments financiers

La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés.

### Risque de crédit

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et nos placements à court terme sont détenus par l'intermédiaire de diverses institutions. Les équivalents de trésorerie sont principalement des placements dans des acceptations bancaires canadiennes facilement convertibles en un montant au comptant connu dont la valeur ne risque pas de changer de façon importante et dont l'échéance initiale est de trois mois ou moins à compter de la date d'acquisition. Les placements à court terme sont principalement des placements dans des acceptations bancaires canadiennes facilement convertibles en un montant au comptant connu dont la valeur ne risque pas de changer de façon importante et qui sont assorties d'une échéance initiale de trois mois à un an à compter de la date d'acquisition. Les placements à court terme sont tous effectués auprès de grandes institutions financières canadiennes.

La Société vend des produits à des clients situés principalement au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie. Elle effectue régulièrement des évaluations du crédit de ses clients et n'exige en général aucune garantie. Des provisions sont constituées en cas de pertes sur créances éventuelles. Il est raisonnablement possible que le montant réel des pertes découlant des comptes clients, le cas échéant, ne corresponde pas aux estimations de la direction.

Les débiteurs étrangers des activités canadiennes sont garantis par Exportation et Développement Canada (« EDC »), et les clients de la Société sont dispersés dans différentes régions géographiques.

Un (2008 - un) client représentaient 27 % du chiffre d'affaires de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2009 (2008 - 30 %) et 27 % des débiteurs au 31 janvier 2009 (au 31 janvier 2008 – 29 %). Pour la période de neuf mois terminée le 31 janvier 2009, deux clients représentaient 47 % du chiffre d'affaires (2008 – 31 %). Pour la période de trois mois terminée le 31 janvier 2009 (2008 – un), un client représentait 68 % des ventes dans le secteur Télécommunications (2008 – 68 %) et deux (2008 – un) clients représentaient 53 % du chiffre d'affaires réalisé dans le secteur Télécommunications pour la période de neuf mois terminée le 31 janvier 2009 (2008 – 34 %).

### Risque de liquidité

La politique de placement de la Société consiste à investir son encaisse excédentaire dans des titres de qualité supérieure à échéances diverses, choisis en fonction du calendrier prévu des dépenses devant être effectuées dans le cadre des activités poursuivies.

### Risque du taux de change

La Société détient de la trésorerie et équivalents de trésorerie, certains actifs à court terme et des créditeurs et autres charges à payer en yuan chinois (RMB) et en dollars américains (\$ US ). Elle est donc assujettie au risque de fluctuation des taux de change sur les soldes suivants :

	Au 31 janvier 2009	
	RMB	\$ US
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11 187 912	1 141 874
Comptes clients	17 383 151	3 539 166
Créditeurs et charges à payer	17 529 623	1 261 102

## **9. INSTRUMENTS FINANCIER (suite)**

Selon les éléments susmentionnés au 31 janvier 2009, et en supposant que toutes les autres variables demeurent constants, une diminution ou une augmentation de 10 % de la valeur du dollar canadien en regard du dollar américain entraînerait une augmentation (diminution) du bénéfice net et du résultat étendu de 543 \$ / (543 \$).